TR Am. latine histoire
1. L'échec du rêve cubain

À CUBA, LA RÉVOLUTION DÉSENCHANTE LE FUTUR

En finir avec la dictature, construire un monde plus juste, telles étaient les promesses de Fidel Castro. Elles n'ont pas été tenues, et le pays a vécu des décennies de misère et de répression.

PAULO A. PARANAGUA
Journaliste au *Monde*.

La révolution cubaine a suscité un espoir immense et des déceptions à répétition. La prise de pouvoir par Fidel Castro et ses guérilleros, en 1959, a été saluée comme la victoire de la jeunesse sur une dictature vermoulue. Dans un monde divisé par la guerre froide, on a voulu croire à une troisième voie basée sur les forces du tiers-monde. La Havane a bâti son prestige sur l'alphabétisation massive, la réforme agraire et le conflit avec les États-Unis. L'affrontement entre les deux voisins a débouché sur la crise des missiles, en 1962. La planète a été au bord du gouffre à cause de l'implantation dans l'île de fusées nucléaires soviétiques. L'embargo américain reste un vestige de cette étape romantique. Cependant l'engouement n'a guère duré. Les premiers à déchanter ont été des Cubains qui avaient participé ou soutenu la lutte contre le dictateur Fulgencio Batista (1952-1958). L'emprise des communistes et la collectivisation des terres ont suscité une révolte d'anciens guérilleros et de paysans qui ont pris le maquis. Le pouvoir mettra six ans à vaincre la guérilla anticastriste de l'Escambray (1960-1966).

Guerre civile et camps de rééducation

Ce conflit armé interne a fait 3000 morts. Il a été plus meurtrier que la lutte contre Batista, qui a coûté la vie à 2741 Cubains selon l'historien cubain Rafael Rojas. Alors que l'histoire officielle met l'accent sur le conflit avec les États-Unis, celui-ci estime que *« le concept de guerre civile est pertinent pour décrire la polarisation politique vécue par les Cubains »*. Les intellectuels ont été soumis à une forte pression. *« Quels sont les droits des écrivains et des artistes*



BURT GLINN/MAGNUM PHOTOS

Le 6 janvier 1959, en marche vers La Havane, Fidel Castro s'adresse au peuple depuis le Palais du Gouvernement provincial de Santa Clara. La prise de la ville par Che Guevara a fait fuir le dictateur Batista. La révolution a triomphé.

Chronologie

1959 Prise de pouvoir de Fidel Castro à La Havane. Politique de nationalisation.

1961 Lancement de la campagne d'alphabétisation.

1962 Installation de fusées soviétiques à Cuba. Crise des missiles.

1993 Réformes en faveur de l'initiative privée. Légalisation de l'utilisation du dollar.

2008 Renoncement de Fidel Castro à sa charge. Raúl Castro président.

Source

, Le Monde-La Vie, 2018



révolutionnaires ou non révolutionnaires ? demande Castro en 1961. *Dans la révolution, tout ; contre la révolution, aucun droit.* » Des camps de rééducation ont été créés à l'intention des homosexuels et des « déviants », les sinistres Unités militaires d'aide à la production (Umap, 1965-1968). D'autres ont subi l'ostracisme jusqu'à la fin de leurs jours.

En 1968, les compagnons de route étrangers ont eu beaucoup de mal à accepter le soutien de Fidel Castro à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie. La lune de miel avec l'intelligentsia tiers-mondiste et soixante-huitarde a reçu un deuxième coup avec l'affaire Padilla (1971), du nom du poète Heberto Padilla, obligé de se plier à une autocritique publique dans la tradition stalinienne.

Le castrisme accumule alors les échecs économiques et les défaites géopolitiques. Après avoir vainement voulu transformer la périphérie de La Havane en plantation de café et jardin potager, Castro lance une mégarécolte de canne à sucre, la *zafra* des 10 millions de tonnes, qui n'atteint pas son but et désorganise l'économie. L'exécution sommaire d'Ernesto Che Guevara en Bolivie, en 1967, sonne le glas de la guerre des guérillas théorisée par Régis Debray : « *Nous voulons que la cordillère des Andes devienne la sierra Maestra* [chaîne de montagnes d'où est partie la guérilla castriste] *du continent américain* », claironnait Castro dans son discours fleuve du 26 juillet 1960.

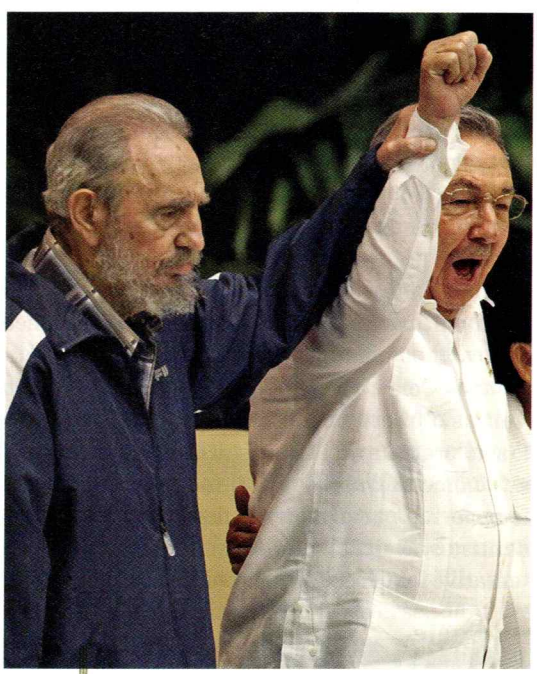
L'enfer après la chute de l'URSS

Les velléités d'autonomie à l'égard de l'Union soviétique ont été remplacées par une dépendance accrue, aussi bien matérielle qu'idéologique. Les manuels soviétiques dominent à l'université, la Constitution de 1976 reproduit celle de Staline de 1936. L'économie sous perfusion favorise néanmoins une amélioration de la vie quotidienne des Cubains, qui bénéficient de l'éducation et de la santé gratuites. Ces acquis s'effondrent dans les années 1990, avec l'implosion de l'URSS et la fin des subsides. La famine et les pénuries suscitent une régression. Le régime sera même obligé d'importer du sucre, un comble. La peur d'une contagion de la perestroïka provoque une recrudescence de la répression. Comme Saturne, la révolution castriste dévore ses propres enfants : le général Arnaldo Ochoa, héros de la guerre en Angola, le colonel Tony de la Guardia et d'autres officiers sont fusillés après un avatar des procès de Moscou mis en scène à La Havane en 1989. Lors du printemps noir de 2003, 75 opposants pacifiques sont condamnés à de lourdes peines de prison, plongeant le régime dans un isolement diplomatique inédit.

La peine de mort a été appliquée à Cuba de manière discrétionnaire pour des raisons politiques. « *D'après nos recherches, 3 130 personnes ont été fusillées à Cuba depuis le 1er janvier 1959,* confie María Werlau, directrice de l'ONG Archivo Cuba. *Il faut y ajouter 1 162 exécutions extrajudiciaires. Cela dépasse le chiffre de morts et disparus imputés au régime militaire du général Pinochet au Chili (3 197).* » De 40 000 à 50 000 détenus politiques sont passés par les prisons castristes, selon la sociologue Marifeli Pérez-Stable, qui a dirigé le groupe de travail Mémoire, vérité et justice à l'université internationale de Floride. Le gouvernement n'hésite pas à marchander des libérations au gré des convenances diplomatiques.

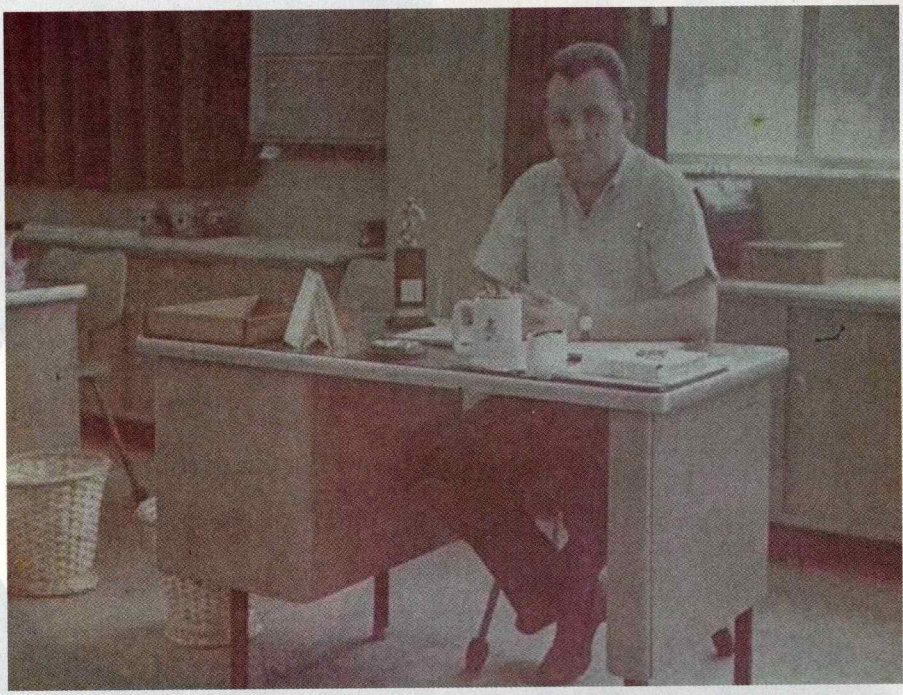
Une normalisation à petits pas

Dans les années 2000, le Venezuela d'Hugo Chávez prend la relève de l'URSS et apporte un ballon d'oxygène à l'économie cubaine, qui peine à sortir de la « période spéciale », l'euphémisme pour désigner l'effondrement de la production. L'alliance entre castrisme et chavisme reste l'ultime réussite du Líder máximo, qui connaît une longue agonie jusqu'à 2016, après avoir passé la main à son frère cadet Raúl Castro en 2008. À défaut d'exporter la révolution, Cuba vend désormais les services de ses personnels de santé, payés en devises sonnantes et trébuchantes. Dans un moment de distraction ou de sincérité, Fidel a avoué à un journaliste américain que le modèle cubain avait fait faillite. Il faudrait donc tout repenser. Prudent, Raúl Castro se contente d'adopter des changements timides. Pour desserrer l'étau, il accepte la main tendue par le président américain Barack Obama et signe, en 2015, le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux anciens ennemis de la guerre froide tropicale. Le tourisme naguère décrié comme cause de prostitution et d'affairisme est devenu la principale source de revenus de l'île. ■



JAVIER GALEANO/AP/SIPA

En 2011, le 6e congrès du Parti communiste signe l'actualisation du modèle économique cubain. Des réformes dues à Raúl Castro auquel Fidel, affaibli, a passé la main en 2008.



COLL. PARTICULIÈRE

Heinrich Plagge à son bureau, en 1966. Ce salarié a été torturé par la police politique.

BRÉSIL

Quand Volkswagen collaborait avec la dictature

Sans reconnaître sa responsabilité propre, le constructeur allemand a accepté de verser des « donations » à d'anciens employés.

PAR CHANTAL RAYES (SÃO PAULO)

Longtemps, tout cela lui est « resté en travers de la gorge ». Mais aujourd'hui, Neide Plagge se dit « soulagée » : Volkswagen va enfin payer pour Heinrich, son mari, victime des faits de collaboration du constructeur allemand avec la dictature militaire du Brésil, qui a duré de 1964 à 1985.

Le 8 août 1972, Heinrich Plagge, fils d'immigrés allemands, chargé du contrôle qualité à l'usine de São Bernardo do Campo, près de São Paulo, est convoqué par son supérieur. Dans le bureau de son chef l'attendent deux hommes de la police politique. Six membres de la cellule communiste de l'usine, à laquelle il appartient, et lui seront arrêtés. Emprisonné, torturé, Heinrich Plagge est relâché quatre mois plus tard, puis licencié sans ménagement. « Placé sur une liste d'individus "subversifs" à ne pas embaucher, il n'a plus jamais retrouvé du travail », dénonce aujourd'hui sa veuve. Près d'un demi-siècle plus tard, le 23 septembre dernier, la filiale brésilienne de Volkswagen (qui n'a pas donné suite à nos sollicitations) s'est engagée à verser des réparations, individuelles et collectives, en échange du classement de l'enquête sur son rôle pendant la dictature. Quelque 60 % de l'enveloppe annoncée, 5,5 millions d'euros au total, iront aux victimes ou à leurs ayants droit. Le reste financera des initiatives, comme les travaux d'identification des ossements de dissidents disparus ou la création d'un mémorial de la résistance ouvrière, grande oubliée de l'époque de la dictature.

C'est le résultat d'une difficile négociation de trente-deux mois avec le parquet brésilien. Et aussi un camouflet pour le président actuel, Jair Bolsonaro, ancien capitaine d'artillerie, qui nie l'existence même de la dictature. « Celle-ci a bel et bien existé, et cet accord historique en est la preuve ! » s'exclame Tadeu Garcia, président de l'association Heinrich-Plagge, composée d'ex-salariés victimes de Volkswagen – 60 se sont déclarés à ce jour.

Initialement soucieux de sauver les apparences, le régime militaire né en 1964 durcit progressivement la répression, qui atteint son apogée dans les années 1970. Si le bilan officiel est moins lourd que dans les dictatures voisines (434 morts et disparus, contre 3 200 au Chili et peut-être jusqu'à 30 000 en Argentine), des dizaines de milliers de dissidents seront arrêtés, torturés, jugés ou poussés à l'exil avant que la junte soit contrainte à une politique d'ouverture permettant le retour « lent et graduel » à la démocratie.

Il faudra cependant attendre encore un quart de siècle pour que le Brésil engage un travail de mémoire, avec la mise en place, en 2011, par la présidente Dilma Rousseff – ancienne guérillera emprisonnée et torturée par les militaires – d'une Commission nationale de vérité (CNV). Sa mission : faire toute la lumière sur les années de plomb.

En 2014, la CNV rend ses conclusions et lève le voile sur un aspect méconnu de la dictature : la collusion entre le régime et les entreprises, mobilisés ensemble contre le « péril communiste », avec le patronat jouant les « indics » pour le compte des militaires. La mécanique est bien huilée. D'un côté, la junte abolit le droit de grève et intervient pour « comprimer les salaires » ; de l'autre, les entreprises

pionnent, dénoncent, licencient et établissent la liste noire des salariés engagés ans une activité politique ou syndicale. usine devient un champ de répression rivilégié. Une « dictature dans la dictature », en somme, sur fond d'émergence un syndicalisme combatif, emmené par n certain Lula da Silva, futur président du résil (2003-2010), qui commence alors sa arrière politique dans cette même banieue industrielle de São Paulo, parsemée e chaînes de montage automobiles.

Selon la CNV, certaines multinationales, dont Johnson & Johnson, Pfizer et irelli, ainsi que des entreprises brésiennes ont offert leur soutien logistique à armée lors du coup d'Etat du 31 mars 1964. 'autres ont contribué au financement de un des principaux centres d'interrogatoires et de tortures : Ford, General Motors, lercedes-Benz, Nestlé, General Electric, iemens. Mais c'est sur le cas Volkswagen, ont la coopération avec l'appareil policier est attestée par une profusion de documents », que s'attarde le rapport final de la NV.

Lorsqu'une plainte est déposée devant e parquet, en 2015, la marque allemande, ui se présente désormais comme « la prenière entreprise étrangère à affronter on passé sous la dictature », paraît d'abord

Mobilisé contre le « péril communiste », le patronat a joué les indics pour la junte

peu pressée de coopérer. Elle a pourtant déjà été amenée à examiner sa propre histoire concernant le recours au travail forcé ous l'Allemagne nazie. L'année suivante, e rapport commandé par Volkswagen à l'historien indépendant Christopher Kopper décide la firme à négocier avec les procureurs. Selon cette étude, c'est le chef du service d'ordre de la filiale locale – un officier de l'armée brésilienne – qui a pris l'initiative de la collaboration avec la police politique, mais « avec la connaissance tacite de la direction [...], et alors que la pratique de la torture était connue ».

En 2018, rebondissement : lorsque Jair Bolsonaro, qui se distingue par des idées d'extrême droite et affiche ouvertement sa nostalgie de la dictature, commence à monter dans les sondages, l'entreprise abandonne la négociation. « Volkswagen espérait sortir renforcée de l'élection de Bolsonaro », accuse Sebastiao Neto, à la fois plaignant et membre du Forum des travailleurs pour la vérité, la justice et la réparation. « Le contexte politique a clairement pesé », dit-il. Finalement, « VW do Brasil » ne reconnaît « pas de responsabilité propre » ni « de ses dirigeants ni de ses employés », tout en s'engageant à verser, non pas des « réparations », mais des « donations ». « L'absence de reconnaissance de fautes vise à éviter de futures poursuites, notamment à l'étranger », décrypte l'avocat Habib Nassar, spécialiste de la justice transitionnelle auprès de l'ONG Impunity Watch, basée à La Haye (Pays-Bas).

« L'issue d'une procédure judiciaire au Brésil contre Volkswagen aurait été incertaine, explique pour sa part le procureur Pedro Machado, chargé du dossier. Et cela, en raison de la loi d'amnistie de 1979, toujours en vigueur, qui a permis de gracier à la fois les dissidents et les auteurs des exactions. » L'accord entre le parquet brésilien et Volkswagen est donc une façon de contourner cet écueil. Il constitue un précédent dont la conséquence est d'inciter d'autres entreprises ayant collaboré avec le régime dictatorial à verser des réparations. Longtemps amnésique, le Brésil se souvient peu à peu de son passé. ✷

Canada

Dans la Belle Province aussi, la religion fait débat

En vigueur depuis dix-huit mois, la loi sur la laïcité est contestée devant la Cour supérieure du Québec par plusieurs associations. Au pays du multiculturalisme, le sujet est aussi brûlant qu'en France.

Les remerciements d'Emmanuel Macron à François Legault pour son soutien sans faille ne sont pas passés inaperçus. Le Premier ministre du Québec a exprimé son « total désaccord » avec les propos de Justin Trudeau sur la liberté d'expression. En réponse à une question sur les caricatures de Mahomet, le chef du gouvernement canadien avait affirmé que celle-ci n'était « pas sans limites » et ne devait pas « blesser de façon arbitraire et inutile ».

Cette divergence de vues fait écho à celle qui divise les deux hommes à propos de la loi sur la laïcité au Québec, votée en juin 2019 et contestée devant les tribunaux par le Conseil national des musulmans canadiens et par l'Association canadienne des libertés civiles (ACLC). Ouvert le 2 novembre, le procès devrait durer cinq semaines.

Que dit la « loi 21 », comme on la surnomme ? Que le Québec, majoritairement francophone, est laïque, et que le port de signes religieux par des employés en position d'autorité (policiers, juges, gardiens de prison) ou des enseignants du réseau scolaire public est interdit. Pour ses détracteurs, cette loi est discriminatoire envers certaines minorités, notamment les musulmanes, les juifs et les sikhs – les plus susceptibles de porter des signes que la loi française qualifierait d'ostentatoires. « Ce texte tourne le dos aux droits de la personne et n'est pas ancré dans le présent », accuse Noa Mendelsohn Aviv, directrice du programme égalité de l'ACLC. « Cette loi est modérée comme le sont les Québécois, défend François Legault. Chacun reste libre de pratiquer la religion de son choix, mais il faut fixer des règles. » Un avis partagé par 62 % des habitants de la Belle Province, selon un sondage Nanos, réalisé un mois après l'adoption du texte.

Ce besoin de légiférer sur la laïcité démontre que le Québec n'a jamais totalement réussi à se glisser dans le multiculturalisme à la canadienne. Théorisée par Pierre Elliott Trudeau, le père de l'actuel Premier ministre, lorsqu'il était au pouvoir, dans les années 1970, cette organisation de la société est devenue l'une des identités fortes du Canada anglophone. « Le multiculturalisme, c'est une mosaïque de minorités. Et le Québec, eu égard à son rôle déterminant dans la naissance du pays et à son poids démographique, ne s'est jamais considéré comme cela, explique Nicolas Kenny, professeur d'histoire à l'université Simon-Fraser, à Vancouver. Cela traduit son particularisme ! » Après vingt ans de discussions passionnées et le vote d'une loi, le débat est loin d'être clos. ✷

CHRISTOPHE THOREAU (VANCOUVER)

Source :